

L'appel de la fiancée de Jamal Khashoggi et du secrétaire général de RSF au G20

Depuis l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale de l'ONU le 2 novembre 2013, cette date de l'année célèbre la lutte contre l'impunité des crimes contre les journalistes. Une large mobilisation est nécessaire, à l'échelle internationale, dès lors que plus de 90% des crimes commis contre les reporters, dans des pays en guerre comme en paix, demeurent impunis. Si besoin est de démontrer l'impérieuse nécessité de ce combat, il est des assassinats qui, du fait de leurs circonstances, leurs protagonistes ou leurs victimes, font l'objet d'un écho particulier.

L'assassinat de Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul relève d'une catégorie que l'on croyait oubliée, le "crime d'État". Perpétré par des hommes de main du régime saoudien, commandité à un niveau politique que la procédure officielle lancée à Riyad prend soin de ne pas dévoiler, il porte sur un régime une tâche qui sera indélébile sauf à ce que la démonstration soit faite que toutes les conséquences ont été tirées du meurtre. Il ne suffit pas que le prince héritier Mohammed Ben Salmane (MBS) ait tardivement reconnu sa "responsabilité" dans cet assassinat "commis sous son autorité".

Un crime d'État implique des excuses publiques véritables, estime Agnès Callamard, la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires. On les attend. Comme les proches de Jamal Khashoggi attendent sa dépouille, et que la justice soit rendue. Le procès, à huis clos, ne respecte pas les standards internationaux de la justice. Si la peine de mort était prononcée contre cinq des auteurs présumés, plutôt que de considérer qu'il s'agit d'une peine sévère, nous regretterions que la justice saoudienne ait fait taire à jamais des hommes qui connaissent certains des secrets de l'affaire.

Depuis la tragédie, le Royaume d'Arabie saoudite persiste à réprimer le journalisme avec une violence rare. Au moins 32 journalistes, professionnels ou non, sont arbitrairement détenus dans les prisons saoudiennes. C'est deux fois plus qu'avant la prise de pouvoir de MBS. Rarement la peur aura été aussi palpable, non seulement dans la péninsule arabique, partout où se trouvent des Saoudiens sur terre. C'est dans ce contexte que Riyad s'apprête à organiser, début décembre, un colloque sur les médias. Des journalistes étrangers et experts de l'information ont été conviés au "Saudi Media Forum" pour parler de la liberté et de l'indépendance de la presse. Il est à craindre que ce soit pure fiction, même si on souhaite le contraire.

Au-delà de l'expression de l'outrage international en octobre dernier, les sanctions prises par Washington, Ottawa, Paris et Berlin contre une poignée d'individus soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de Jamal n'ont pas suffi à inciter le royaume à infléchir sa politique de répression. L'Allemagne s'est retrouvée seule à suspendre ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Le vice-président américain Mike Pence a suggéré que la libération du blogueur Raef Badawi, condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet, contribuerait à rétablir la réputation internationale de l'Arabie saoudite. Mais quelques mois plus tôt, le président Donald Trump insistait pour que Mohammed Ben Salmane pose à ses côtés, au

premier rang de la photo de famille des 20 plus grandes puissances de la planète, alors réunies à Osaka, au Japon.

Cela fait déjà deux ans que les fils de Daphne Caruana Galizia à Malte, la sœur de Gauri Lankesh en Inde et les proches de Javier Valdez et Miroslava Breach au Mexique se battent pour faire émerger la vérité sur leur mort. Au Burundi et en Ukraine, il y a trois ans, ce sont les collègues de Jean Bigirimana et Pavel Cheremet qui ont tenté de pallier aux manquements de la police et de mener leurs propres enquêtes pour tenter de découvrir qui a fait disparaître le premier et placé une bombe dans la voiture du deuxième. Cette liste continue de s'allonger chaque jour. Au Mexique, depuis 2000, au moins 150 journalistes ont été victimes du crime organisé et du cycle infernal de l'impunité.

Les dirigeants du G20 ont le devoir d'agir, s'ils veulent se conformer à un principe de responsabilité. Aucun des grands enjeux de l'humanité ne saurait être traité valablement sans journalisme libre, indépendant, fiable et divers. Les chefs d'État et de gouvernement ne peuvent pas se contenter d'être les spectateurs passifs de l'assassinat des journalistes. Or l'Arabie saoudite s'apprête à prendre la présidence du G20 pour un an.

Accepter que cette présidence saoudienne du G20 soit une présidence comme les autres serait reconnaître une forme de "permis de tuer", d'étouffer la vérité et d'éteindre le pluralisme. Nous demandons au G20 de ne pas fouler aux pieds la mémoire de Jamal Khashoggi. Nous demandons aux dirigeants d'obtenir de l'Arabie saoudite des engagements clairs en faveur de la liberté de la presse, à commencer par la libération des 32 journalistes emprisonnés parce que, comme Khashoggi l'indiquait dans son dernier éditorial, "*Ce dont le monde arabe a le plus besoin c'est de la liberté d'expression*". C'est aussi vrai pour le reste du monde.

Par Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF)
Hatice Cengiz, fiancée de Jamal Khashoggi